

# ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION

---

## Projet de loi n° 14

**Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1981 et  
modifiant la Loi sur la consultation populaire**

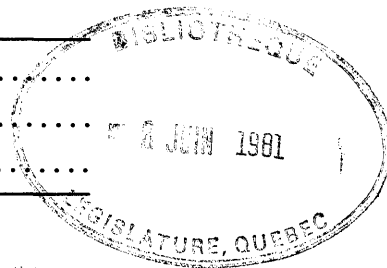
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre d'État à la Réforme électorale

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet d'empêcher la tenue du recensement annuel des électeurs qui, selon la Loi sur les listes électorales, devait avoir lieu à l'automne 1981. Il prévoit en conséquence certaines mesures supplétives susceptibles d'application dans l'éventualité où un scrutin serait tenu avant le recensement annuel de 1982.*

*Il vise également à modifier la Loi sur la consultation populaire afin d'établir les concordances nécessaires avec la nouvelle Loi électorale, la Loi sur les listes électorales et la Loi régissant le financement des partis politiques.*

## **Projet de loi n° 14**

**Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1981 et modifiant la Loi sur la consultation populaire**

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Le recensement annuel prévu par la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre E-3) n'a pas lieu pour l'année 1981.

**2.** Les listes électorales devant servir à tout scrutin tenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982 sont celles qui ont été révisées et utilisées pour le scrutin du 13 avril 1981 ou, le cas échéant, celles du dernier scrutin tenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982.

Ces listes sont révisées conformément à la Loi sur les listes électorales et cette révision est réputée être une seconde révision en vertu de cette loi pour les fins de la tenue de ce scrutin.

**3.** Si un scrutin est tenu après le 31 décembre 1981, mais avant le 20 septembre 1982, début de la période du recensement annuel, il doit être procédé, avant ce scrutin, à un recensement et à une révision conformément à la Loi sur les listes électorales et selon les délais prévus par le directeur général des élections sauf, pour la période de révision. Ce recensement doit être utilisé pour tout scrutin subséquent tenu avant la période du recensement annuel de 1982.

La période de ce recensement commence le lundi de la semaine qui suit le jour où le scrutin est décrété et se termine le jour de la transmission des relevés des changements apportés aux listes électorales lors de la révision.

**4.** Tout scrutin visé dans l'article 3 a lieu le septième lundi qui suit le jour où le scrutin est décrété si le décret est délivré après un dimanche et avant un vendredi. Dans les autres cas, il a lieu le hui-

tième lundi. Si le lundi tombe un jour férié, le scrutin a lieu le lendemain.

**5.** L'article 1 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) est remplacé par le suivant:

«**1.** Dans la présente loi, on entend par:

1° «parti autorisé» et «représentant officiel d'un parti politique»: ce qu'entend par ces expressions la Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2), telles qu'elles s'appliquent à un référendum;

2° «période référendaire»: aux fins des dépenses réglementées, la période qui commence le jour du décret ordonnant la tenue d'un référendum et qui se termine le jour du scrutin.

Aux fins de l'interprétation de la présente loi, la Loi électorale (1979, chapitre 56) s'applique.».

**6.** Les articles 13, 14 et 15 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**13.** La tenue d'un référendum est ordonnée par décret du gouvernement adressé au directeur général des élections. Ce décret lui enjoint de tenir un référendum à la date qui y est fixée.

Le directeur général fait parvenir copie du décret au directeur du scrutin de chaque circonscription électorale qui doit s'y conformer.

«**14.** Aucun décret ordonnant la tenue d'un référendum ne peut être délivré avant le vingtième jour qui suit celui où l'Assemblée nationale du Québec a approuvé la proposition visée dans l'article 8 ou le projet de loi visé dans l'article 10.

«**15.** Dès qu'un décret ordonnant la tenue d'une élection générale est délivré, tout décret ordonnant la tenue d'un référendum devient nul et aucun décret ne peut être délivré avant que les élections générales n'aient eu lieu.».

**7.** Le chapitre V de cette loi est remplacé par le suivant:

## «CHAPITRE V

### «LISTES ÉLECTORALES

«**16.** Les listes électorales des sections urbaines et rurales, préparées et révisées conformément à la Loi sur les listes électorales (L.R.Q., chapitre E-3) et, le cas échéant, conformément aux

dispositions pertinentes de l'appendice 2, sont les seules officielles et les seules qui doivent servir au référendum.

«**17.** Les détenus votent le jour du scrutin.».

**8.** L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**19.** A droit de voter à un référendum toute personne qui est électeur et peut exercer ce droit de voter.».

**9.** L'article 21 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot «votation» par le mot «vote»;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa et dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «président d'élection» par les mots «directeur du scrutin».

**10.** L'article 32 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**32.** Une personne ne peut être l'agent officiel d'un comité national ni son adjoint si elle n'est pas électeur.».

**11.** L'article 41 est modifié:

1° par le remplacement dans la dernière ligne du deuxième alinéa, des mots «districts électoraux» par «circonscriptions électorales»;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Lorsque le Conseil du référendum reçoit une demande de nouveau dépouillement des votes devant un juge, ce dépouillement se fait, dans chaque circonscription électorale visée, comme si le référendum avait été une élection, compte tenu des changements nécessaires. Aucuns frais ne peuvent être adjugés. Même si tous les bulletins sont rejetés par le juge, il n'y a pas de nouveau référendum.».

**12.** L'article 42 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Lorsque le Conseil du référendum reçoit une demande de contestation de la validité du référendum, celle-ci doit s'instruire devant le Conseil du référendum qui a juridiction exclusive pour l'entendre, en suivant dans la mesure où elles sont applicables les dispositions du titre VII de la Loi électorale.»;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots «de nouveaux brefs sont émis» par les mots «un nouveau décret est délivré».

**13.** L'article 43 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: « , son suppléant, ses adjoints»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Il en va de même pour le personnel électoral et pour les officiers d'élection aux termes de la Loi sur les listes électorales.».

**14.** L'article 44 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «électorale», de ce qui suit: « , de la Loi sur les listes électorales»;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

«Les règlements adoptés en vertu de la Loi électorale et tout décret adopté en vertu de la Loi sur les listes électorales s'appliquent compte tenu des changements nécessaires à un référendum.».

**15.** L'article 45 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots «une version spéciale» par les mots «des versions spéciales de la Loi sur les listes électorales et»;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots «de ladite loi» par les mots «de ces lois»;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«En préparant ces versions, le directeur général des élections peut modifier les titres et sous-titres de ces lois de même que les formules y prévues de façon à les adapter à la tenue d'un référendum; il peut également utiliser ces formules telles quelles.»;

4° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le directeur général des élections fait également imprimer une version spéciale des règlements adoptés en vertu de l'article 231 de la Loi électorale.».

**16.** Cette loi est modifiée par le remplacement partout où elles apparaissent:

1° de l'expression «des brefs» par l'expression «du décret» dans l'intitulé du chapitre IV, dans le paragraphe *f* des premier et deuxième alinéas de l'article 28 et dans l'article 40;

2° de l'expression «district électoral» par l'expression «circonscription électorale» dans le deuxième alinéa de l'article 24, dans les premier et deuxième alinéas de l'article 31, dans les premier et deuxième alinéas de l'article 34 et dans le paragraphe b du premier alinéa de l'article 37.

**17.** L'appendice premier de cette loi est abrogé.

**18.** La section 1 de l'appendice 2 de cette loi est remplacée par les suivantes:

#### «1. LOI ÉLECTORALE

##### «ARTICLES

##### MODIFICATIONS

«1 Ajouter, dans le premier alinéa, le paragraphe suivant:

«3° «délégué officiel» désigne la personne nommée à ce titre par le président d'un comité national pour le représenter dans une circonscription électorale.»

«2

«3

«4

«5

«6

«7

«8

«16 Remplacer, dans la première ligne, les mots «Toute élection» par les mots «Tout référendum» et, dans la troisième ligne les mots «l'élection» par les mots «le référendum»

«17 Remplacer, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots «association autorisée» par les mots «comité national, à chaque délégué officiel»

«18 Remplacer, dans la deuxième ligne, le mot «électoral» par le mot «référendaire»

- «19 Remplacer, dans les huitième et neuvième lignes, les mots «partis politiques et des candidats» par les mots «comités nationaux»
- «20 Remplacer, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots «des mentions que contiendra» par les mots «la question qui apparaîtra sur»
- «31 Remplacer le premier alinéa par le suivant:
- «**31.** Un employeur doit, sur demande, accorder à un employé qui agit comme président d'un comité national, comme délégué officiel ou comme agent officiel d'un comité national, un congé sans rémunération. La période du congé commence le jour où un décret référendaire est délivré et se termine le huitième jour suivant celui du scrutin. L'employé peut mettre fin en tout temps à ce congé.»
- «33 Remplacer l'article par le suivant:
- «**33.** Sur réception de la copie du décret, le directeur du scrutin rédige un avis du scrutin.»
- «34 Remplacer l'article par le suivant:
- «**34.** L'avis du scrutin énonce:
- 1° le texte de la question posée aux électeurs;
- 2° le jour et les heures où les bureaux de vote sont ouverts pour recevoir les votes des électeurs;
- 3° le nom de chaque comité national ainsi que les prénom et nom du président de chaque comité national ainsi que les prénom et nom du délégué officiel de chaque comité national.»
- «35 Remplacer l'article par le suivant:
- «**35.** L'avis du scrutin est affiché au bureau officiel du directeur du scrutin et une copie est transmise à chaque délégué officiel d'un comité national.»
- «40 Remplacer, dans les cinquième et sixième lignes, les mots «candidat et chaque association autorisée» par les mots «comité national et chaque délégué officiel»
- «41



«42

«43

Supprimer, dans la deuxième ligne, les mots, «un détenu»

«44

«45

«46

«47

«48

Remplacer, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots «candidat ou son mandataire» par les mots «délégué officiel d'un comité national»

«49

«50

Remplacer, dans les première et deuxième lignes, le mot «candidats» par les mots «délégués officiels de chaque comité national»

«51

Remplacer, dans la première ligne du premier alinéa, les mots «élections générales» par les mots «un référendum»

Supprimer, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots «par anticipation»

Remplacer, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, les mots «de son domicile» par les mots «où se trouve l'établissement de détention»

«52

Remplacer le troisième alinéa par le suivant:

«Il doit transmettre cette liste des électeurs au directeur du scrutin dans les huit jours qui suivent le décret.»

«53

Supprimer, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots «par anticipation»

Remplacer, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots et chiffres «aux articles 72 et 73» par les mots et chiffre «à l'article 72»

«54

Remplacer, dans la première ligne, les mots «parti autorisé» par les mots «délégué officiel d'un comité national»

- «56 Supprimer, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots «par anticipation»
- «57 Remplacer l'article par le suivant:
- «**57.** Le bureau de vote est ouvert de dix heures à vingt heures le jour du scrutin.»
- «58 Remplacer l'article par le suivant:
- «**58.** À la fermeture du bureau de vote, il est procédé en la manière prévue aux articles 115 à 125 et le scrutateur remet l'urne et l'enveloppe contenant la liste des électeurs au directeur du scrutin ou à la personne que celui-ci désigne.»
- «64
- «65 Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel d'un comité national»
- «66
- «67
- «68 Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots «une élection» par les mots «un référendum»
- «69
- «70
- «71
- «72 Remplacer l'article par le suivant:
- «**72.** Dans chaque bureau de vote, le directeur du scrutin nomme comme scrutateur la personne recommandée par le délégué officiel du comité national qui regroupe le plus grand nombre de membres de l'Assemblée nationale du Québec.
- Il nomme comme secrétaire du bureau de vote la personne recommandée par le délégué officiel du comité national qui regroupe le deuxième plus grand nombre de membres de l'Assemblée nationale du Québec.

Lorsque les deux comités nationaux regroupent un nombre égal de membres de l'Assemblée nationale du Québec, le directeur général des élections détermine, par tirage au sort, celui des deux comités qui regroupe le plus grand nombre ou, le cas échéant, le deuxième plus grand nombre.»

«74

«75 Remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel d'un comité national»

Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot «candidats» par les mots «délégués officiels de chaque comité national»

«76

«77

«78 Remplacer, dans la première ligne, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel de chaque comité national»

«79 Remplacer, dans les première et deuxième lignes, les mots «candidat ou son mandataire» par les mots «délégué officiel»

«80 Remplacer, dans la première ligne, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel»

«81 Remplacer, dans les deuxième et troisième lignes, les mots «le nom du candidat pour qui» par les mots «de l'option pour laquelle»

«82 Supprimer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots «suivant le modèle prévu par l'annexe C et»

«83

«84

«85

«86 Remplacer le premier alinéa par le suivant:

«**86.** Le bulletin de vote doit contenir au recto un espace spécialement réservé au libellé de la question.»

Supprimer le deuxième alinéa

«87

«88

«89

«90 Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot «candidats» par les mots «délégués officiels de chaque comité national»

«91

«92

«93

«94

«95 Remplacer, dans la troisième ligne, les mots «candidats et à leurs mandataires» par les mots «présidents des comités nationaux et à leurs délégués officiels»

«96

«97

«98

«99

«100 Remplacer, dans la deuxième ligne, le mot «cercles» par le mot «espaces» et dans la cinquième ligne, le mot «candidat» par les mots «comité national»

«101

«102

«103

«104

- «105        Remplacer, dans la huitième ligne du premier alinéa, les mots «le nom du candidat pour qui l'électeur a voté» par les mots «l'option en faveur de laquelle l'électeur a donné son vote»
- «106        Remplacer, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots «indique alors l'ordre dans lequel les candidats apparaissent sur les bulletins et la mention inscrite sous leur nom, le cas échéant» par les mots «lit la question et lui indique l'ordre dans lequel les options apparaissent sur les bulletins»
- «107        Remplacer, dans la troisième ligne, le mot «candidat» par les mots «comité national»
- «108
- «109
- «110
- «111        Supprimer, dans la deuxième ligne, le mot «politique» et remplacer, dans la troisième ligne, les mots «un parti ou à un candidat» par les mots «une des options soumises à la consultation populaire»
- «112
- «113
- «114
- «115        Remplacer, dans la troisième ligne, le mot «candidats» par les mots «délégués officiels»
- «116
- «117
- «118
- «119        Remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot «cercles» par le mot «espaces»  
               Remplacer dans la première ligne du paragraphe 4° du deuxième alinéa, les mots «un candidat» par les mots «une option», dans les première et deuxième lignes du paragraphe 5° du deuxième alinéa, les mots «une personne qui n'est pas candidate» par les mots

«une option qui n'est pas une des options soumises à la consultation populaire» et, dans le paragraphe 6° du deuxième alinéa, des mots «un des cercles» par les mots «un des espaces»

«120 Remplacer, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots «un des cercles dépasse le cercle» par les mots «un des espaces dépasse l'espace»

«121 Remplacer, dans les première et deuxième lignes, les mots «candidat ou un représentant de candidat» par les mots «délégué officiel ou son représentant»

«122 Remplacer, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots «à un même candidat» par les mots «à une même option»

«123

«124 Remplacer, dans la troisième ligne, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel»

«125

«126 Remplacer, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots «candidat ou son mandataire» par les mots «délégué officiel d'un comité national»

Remplacer, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, les mots «candidat, mandataire» par les mots «délégué officiel»

«127 Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot «candidat» par le mot «option»

Supprimer le deuxième alinéa

«128

«129 Remplacer, dans la première ligne du premier alinéa, les mots «déclare élu le candidat» par les mots «annonce l'option»

«131 Remplacer le premier alinéa par le suivant:

«**131.** Le directeur du scrutin doit, dans les trois jours qui suivent le recensement des votes, transmettre au directeur général des élections un rapport

sur le déroulement du recensement, le résultat du recensement des votes et la proclamation indiquant l'option qui a obtenu le plus grand nombre de votes.»

Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel»

«132 Remplacer, dans les troisième et quatrième lignes, les mots «l'élection est contestée» par les mots «le référendum est contesté»

«133 Remplacer dans la deuxième ligne, les mots «le nom des candidats proclamés élus» par les mots «l'option qui a obtenu le plus grand nombre de votes»

«134 Remplacer l'article par le suivant:

«**134.** Le directeur général des élections publie à la *Gazette officielle du Québec*, dans le plus bref délai, un avis indiquant pour chaque circonscription électorale la somme des votes exprimés pour chacune des options inscrites sur le bulletin de vote.»

«135 Remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots «l'élection» et «de l'élection» par les mots «le référendum» et «du référendum»

«136

«137 Remplacer, dans la troisième ligne, les mots «quel candidat» par les mots «quelle option» et, dans la troisième ligne, le mot «qui» par les mots «quelle option»

«138 Remplacer, dans la première ligne, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel» et, dans la troisième ligne, les mots «le nom du candidat en faveur de qui» par les mots «l'option en faveur de laquelle»

«139 Remplacer, dans la première ligne, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel» et, dans la troisième ligne, les mots «le nom du candidat pour qui» par les mots «l'option pour laquelle»

«140 Remplacer, dans la deuxième ligne, le mot «qui» par les mots «quelle option»

«196

- «197 Supprimer le deuxième alinéa.  
Remplacer, dans la première ligne du troisième alinéa, le mot «électorale» par le mot «référendaire»
- «198
- «199
- «200
- «201
- «202
- «203
- «204
- «217 Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 1°, les mots «une même élection» par les mots «un même référendum»  
Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 6°, le mot «candidat» par les mots «comité national»
- «218 Remplacer, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, les mots «de l'élection» par les mots «du référendum»  
Supprimer, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3°, les mots «d'élections»
- «219
- «220
- «221 Remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les chiffres et mot «216 à 220» par les chiffres et mot «217 à 220»
- «222 Remplacer, dans la cinquième ligne, les mots «de l'élection» par les mots «du référendum»
- «223 Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 1° du premier alinéa, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel»  
Remplacer, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe 2° du premier alinéa, les mots «un candidat» par les mots «une option»  
Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot «électorale» par le mot «référendaire» et,



dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, le mot «candidat» par les mots «délégué officiel»

Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 1° du troisième alinéa le mot «électorale» par le mot «réglementée» et dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1° du troisième alinéa et la cinquième ligne du paragraphe 2° du troisième alinéa, les mots «l'élection d'un candidat durant une élection» par les mots «une option soumise à la consultation populaire durant un référendum»

«224

«225

«226

«227

«228 Supprimer, dans les première et deuxième lignes, ce qui suit: «au paragraphe 5° de l'article 216,»

«229 Supprimer le deuxième alinéa

«230

«233 Remplacer, dans la première ligne, les mots «Une élection ne peut être déclarée nulle» par les mots «Un référendum ne peut être déclaré nul» et, dans la dernière ligne, les mots «de l'élection» par les mots «du référendum»

«234 Remplacer, dans la première ligne, les mots «Une élection ne peut être déclarée nulle» par les mots «Un référendum ne peut être déclaré nul» et, dans la dernière ligne, les mots «de l'élection» par les mots «du référendum»

«236

«237

«238

«239

«312 Remplacer, dans la dernière ligne du premier alinéa, les mots «une élection» par les mots «un référendum»

«313

«Annexe A Remplacer l'annexe par la suivante:

ANNEXE A

CALENDRIER RÉFÉRENDIAIRE

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
35.	35.	34.	33.	32.	31.	30.

PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UN RÉFÉRENDUM PEUT ÊTRE ORDONNÉ

29.	28. Présentation de la liste des droits où sont établis des bureaux de vote par anticipation	27.	26.	25.	24.	23.
22.	Date limite pour l'envoi au comité national et aux électeurs d'une copie de la liste électorale et du manuel de l'électeur	21.	20.	19.	18.	17.
15.	14. Dernier pour les recom-mandations des scrutateurs et des secrétaires des bureaux de vote	13.	12. Dernier pour transmettre à chaque délégué officiel la liste des scrutateurs et secrétaires des bureaux de vote	11.	10.	9.
8.	Vote par anticipation	7. Vote par anticipation	6.	5.	4.	3.
1.	0. Jour du scrutin					2. Dernier jour pour expédier la carte de rappel

«Annexe D Remplacer l'annexe par la suivante:

## ANNEXE D

### RELEVÉ DU SCRUTIN

Circonscription électorale de .....

Section de vote n° .....

Nombre de bulletins reçus du directeur du scrutin .....		.....
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins déposés pour ..... (identification de l'option)	.....	
Nombre des bulletins détériorés (non déposés dans l'urne).....	.....	
Nombre des bulletins rejetés au dépouillement	.....	
Nombre des bulletins non utilisés .....	.....	
Totaux .....	.....	.....

Donné sous mon seing, à .....  
ce ..... 19 .....

Le scrutateur

.....

«Annexe E Remplacer l'annexe par la suivante:

## ANNEXE E

### RELEVÉ DU DÉPOUILLEMENT

Circonscription électorale de .....

Section de vote n° .....

Je, soussigné, scrutateur, certifie qu'à ce scrutin tenu ce jour les options ci-dessous désignées ont reçu le nombre de votes inscrits vis-à-vis de leur identification respective, à savoir:

<i>Identification des options</i>	<i>Nombre de bulletins</i>
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

ainsi que:

..... bulletins ont été rejetés au dépouillement.  
(nombre)

Donné sous mon seing, à .....,  
ce ..... 19 .....

Le scrutateur

.....

«Annexe F

## «1.1 LOI SUR LES LISTES ÉLECTORALES

## «ARTICLES

## MODIFICATIONS

«2, par. 4°  
 5°  
 8°  
 9°  
 12°  
 15°  
 16°  
 22°  
 23°  
 24°  
 26°

Ajouter, après le paragraphe 26°, les paragraphes suivants:

«27° aux fins de l'interprétation de la présente loi, la Loi sur la consultation populaire s'applique;

«28° «délégué officiel» désigne la personne nommée à ce titre par le président d'un comité national pour le représenter dans une circonscription électorale.»

«4

«7 Ajouter, à la fin du premier alinéa, les mots «telle qu'elle a pu être modifiée aux fins d'un référendum par le directeur général des élections suivant les pouvoirs que lui confère la Loi sur la consultation populaire»

«75 Remplacer, dans la première ligne du premier alinéa du paragraphe 1, le mot «élection» par le mot «référendum»

Remplacer le premier alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

«Un avis informant les électeurs des dates de la révision et du dépôt des demandes d'inscription, de radiation ou de correction ainsi que des endroits où doivent être déposées ces demandes est publié dans un journal circulant dans la section de vote.»

«80 Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, les mots «aux personnes mentionnées au paragraphe 3 de l'article 74» par les mots «aux délégués officiels de chaque comité national»

Supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 1

Remplacer le paragraphe 2 par le suivant:

«2. Au plus tard le vingt-deuxième jour précédant celui du scrutin lorsqu'une seconde révision a lieu, le directeur du scrutin fait parvenir à chaque habitation une copie de la liste électorale de la section de vote.»

«83

Remplacer, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa du paragraphe 1, les mots «qui suit celle au cours de laquelle le recensement annuel a été tenu» par les mots «avant celle du scrutin, lorsqu'une nouvelle révision a lieu au cours d'une période référendaire»

Supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 1

«84

«85

Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le directeur général des élections doit, lorsqu'une seconde révision des listes est nécessaire, faire tenir au président de chaque comité national, au plus tard le troisième jour qui suit celui de l'émission d'un décret référendaire, une liste complète des endroits où une commission de révision doit être établie avec indication de la circonscription électorale où chacune d'elles doit siéger. Le président de chaque comité national qui regroupe le plus grand nombre de membres de l'Assemblée nationale du Québec et celui qui suit, ou le délégué officiel qu'il désigne, par écrit dans chaque circonscription électorale peuvent, le huitième jour qui suit celui de l'émission du décret, recommander, par écrit, au directeur du scrutin une personne pour agir comme membre de chaque commission de révision.

Dans les circonscriptions électorales d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis, de Saguenay et d'Un-gava, plus d'un délégué officiel peut être désigné, par écrit, au directeur du scrutin pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité.

Le directeur du scrutin nomme alors comme membre de chaque commission de révision les deux personnes ainsi recommandées; s'il n'a reçu aucune recommandation écrite, il choisit lui-même les deux réviseurs; s'il n'en a reçu qu'une, il choisit lui-même l'autre réviseur. Dès que ces nominations sont faites, le directeur du scrutin doit en informer, par écrit, le directeur général des élections.»

«86

«87

«88

«89

«90

«91

«92

«93

«94

«95

«96

Supprimer le paragraphe 1

Remplacer le paragraphe 3 par le suivant:

«3. Lorsqu'un référendum est décrété dont le scrutin est fixé pendant la période du recensement annuel ou lorsqu'un référendum est décrété après la période du recensement annuel, une seconde révision a lieu de dix heures à douze heures trente, de quatorze heures trente à dix-sept heures trente et de dix-neuf heures à vingt-deux heures, du mercredi de la troisième semaine au jeudi de la deuxième semaine précédant celle du scrutin, à l'endroit fixé par le directeur du scrutin.

Lorsqu'un référendum est décrété dont le scrutin est fixé pendant la période du recensement annuel, celui-ci est annulé.»

«96.1

Remplacer, dans la première ligne, les mots «une élection est décrétée» par les mots «un référendum est décrété»

«97

Remplacer le paragraphe 4 par le suivant:

«4. Les demandes d'inscription et de radiation doivent être déposées au bureau du directeur du scrutin ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 83, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin lorsqu'elles sont faites au cours d'une période référendaire, et communiquées, sans délai, à la commission de révision.»

Remplacer, dans la troisième ligne du paragraphe 5, le mot «électorale» par le mot «référendaire»

«98

«99

«100

Remplacer le paragraphe 3 par le suivant:

«3. Toute demande de correction du nom ou de désignation en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 doit être déposée au bureau du directeur du scrutin ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 83, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin lorsqu'elle est faite au cours d'une période référendaire, et communiquées, sans délai, à la commission de révision.»

«101

«102

«103

«104

«105

Remplacer, dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1, les mots «personne mentionnée au paragraphe 3 de l'article 74» par les mots «délégué officiel d'un comité national»

Remplacer, dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 1, les mots «l'élection lorsque la révision a été faite pendant une période électorale» par les mots «le scrutin»

Remplacer le paragraphe 3 par le suivant:

«3. Le directeur du scrutin doit faire tenir immédiatement, par lettre recommandée ou certifiée ou par messenger, à chaque délégué officiel d'un comité national, cinq exemplaires de chacun des relevés qu'il a reçus de la commission de révision.»

«106

«107

Remplacer, dans la quatrième ligne, les mots «à l'élection» par les mots «au référendum»

«108

Supprimer le paragraphe 1

«118

Remplacer, dans la première ligne du premier alinéa du paragraphe 1, les mots «une élection» par les mots «un référendum», et dans la deuxième ligne du premier alinéa du paragraphe 1, le mot «troisième» par le mot «deuxième»

«124

Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots «aux personnes mentionnées au para-



graphe 3 de l'article 117» par les mots «au délégué officiel de chaque comité national»

Supprimer le deuxième alinéa

Remplacer le quatrième alinéa par le suivant:

«Au plus tard le vingt-deuxième jour précédant le jour du scrutin, lorsqu'une seconde révision a lieu, le directeur du scrutin fait parvenir à chaque habitation une copie de la liste électorale de la section de vote.»

«126

Supprimer le premier alinéa du paragraphe 1

Remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«Lorsqu'un référendum est décrété dont le scrutin est fixé pendant la période du recensement annuel ou lorsqu'un référendum est décrété après la période du recensement annuel, une seconde révision a lieu de seize heures à dix-huit heures et de dix-neuf heures à vingt-et-une heures, du lundi de la troisième semaine au jeudi de la deuxième semaine précédant celle du scrutin, à l'endroit fixé par le directeur du scrutin.»

Remplacer le troisième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«Lorsqu'un référendum est décrété dont le scrutin est fixé pendant la période du recensement annuel, le recensement est annulé.»

Remplacer le paragraphe 2 par le suivant:

«2. Cette révision est faite, dans chaque section de vote, conjointement par deux réviseurs nommés par le directeur du scrutin, sur la recommandation écrite du président de chaque comité national qui regroupe le plus grand nombre de membres de l'Assemblée nationale du Québec et celui qui suit, ou du délégué officiel qu'il désigne par écrit, faite au plus tard le huitième jour qui suit celui de l'émission du décret référendaire.

Dans les circonscriptions électorales d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis, de Saguenay et d'Un-gava, plus d'un délégué peut être désigné par écrit au directeur du scrutin pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité.

Si, dans le délai prescrit par le présent paragraphe, le directeur du scrutin ne reçoit pas de recommandation écrite ou si la personne recommandée comme

réviseur n'est pas qualifiée pour cette charge, le directeur du scrutin fait la nomination sans attendre de recommandation écrite ou, selon le cas, sans tenir compte de celle qui lui a été faite.»

Remplacer, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa du paragraphe 4, les mots «d'une des périodes mentionnées au paragraphe 1 du présent article» par les mots, «de la période mentionnée au paragraphe 1»

«126.1 Remplacer, dans la première ligne, les mots «une élection est décrétée» par les mots «un référendum est décrété»

«127 Remplacer, dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 4, le mot «électorale» par le mot «référendaire»

«128

«129

«130 Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Les réviseurs, lors d'une seconde révision, doivent réviser la liste électorale que leur remet le directeur du scrutin.»

Remplacer le paragraphe 6 par le suivant:

«6. Le directeur du scrutin doit faire tenir immédiatement, par lettre recommandée ou certifiée ou par messenger, au délégué officiel de chaque comité national un exemplaire de chacun des relevés qu'il a reçus des réviseurs.»

«131 Remplacer, dans la première ligne, les mots «Sous réserve des dispositions de l'article 133, le» par le mot «Le»

Remplacer, dans la quatrième ligne, les mots «à l'élection» par les mots «au référendum»

«133 Remplacer l'article par le suivant:

«**133.** Les listes électorales des sections urbaines et rurales entrent en vigueur immédiatement après la révision.»

«134 Supprimer, dans la quatrième ligne du paragraphe 1, après le chiffre «16», ce qui suit: «ou du paragraphe 1 de l'article 57»

Supprimer, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2, les mots «d'élection» dans l'expression «document d'élection»

- «135
- «136 Supprimer les sous-paragraphes *a*, *b*, *d*, *i*, *j* et *k* du paragraphe 1
- «137 Supprimer, dans les deuxième et troisième lignes, les mots «au recensement des électeurs ou à la confection ou»
- «138
- «443 Supprimer, dans la première ligne, les mots «recenseurs ou»
- «455 Supprimer, dans les deuxième et troisième lignes, les mots «en vertu de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57) ou n'a pas lieu»
- «456 Ajouter l'article suivant:  
«**456.** Le directeur général des élections prescrit les formules utiles à l'application de la présente loi.»».

**19.** L'article 68 de la section 2 de l'appendice 2 est remplacé par le suivant:

- «68 Remplacer l'article par le suivant:  
«**68.** L'agent local d'un comité national a, pour la circonscription électorale pour laquelle il est nommé, les pouvoirs conférés à l'agent officiel d'un comité national par les articles 66, 67 et 70.»».

**20.** L'article 75 de la section 2 de l'appendice 2 est remplacé par le suivant:

- «75 Remplacer, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots «partis, associations et candidats autorisés» par les mots «comités nationaux» et, dans les sixième, septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots «équitable, qualitativement et quantitativement, à tous les partis politiques autorisés ou, dans une même circonscription électorale, à toutes les associations ou candidats autorisés» par les mots «égale, qualitativement et quantitativement, à chacun des comités nationaux»»

**21.** L'article 100 de la section 2 de l'appendice 2 est remplacé par le suivant:

- «100 Remplacer le paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«a) «agent officiel», «agent local» et «dépenses réglementées»: ce qu'entend par ces expressions la Loi sur la consultation populaire;»».

**22.** L'article 119 de la section 2 de l'appendice 2 est remplacé par le suivant:

«119            Remplacer, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots «qui fait des dépenses électorales dépassant le minimum fixé à l'article 109» par les mots «ou agent local qui fait ou autorise des dépenses réglementées dépassant le maximum fixé par la Loi sur la consultation populaire»

                  Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots «candidat ou le chef de parti» par les mots «président d'un comité national»».

**23.** Cette section de l'appendice est modifiée par l'insertion, après l'article 119, de ce qui suit:

«119.1».

**24.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.